



CHAPITRE 257

LOI CONCERNANT LES CLUBS DE RÉCRÉATION

1 La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé des clubs de récréation*.

SECTION I

DE LA CONSTITUTION DU CLUB EN CORPORATION

2. Dix, ou un plus grand nombre de personnes, domiciliées dans quelque partie du Canada, qui désirent se former en association, cercle ou club, dans un but de récréation et d'instruction pour l'esprit et de délassement pour le corps, ou en société musicale ou en association d'automobilistes, peuvent être constituées en corporation civile, en procédant de la manière suivante:

Mode de
constitution
de la corpora-
tion.

1° En obtenant, dans ce but, l'assentiment et l'autorisation du conseil municipal du lieu de leur domicile, s'il est situé dans la province, ou de l'endroit où cette association aura son siège d'affaires dans la province;

2° En signant une déclaration en double, dans laquelle elles mentionnent le nom de l'association, l'objet pour lequel elles veulent être constituées en corporation et l'endroit où cette association aura son siège d'affaires;

3° En déposant un des doubles de cette déclaration, avec le certificat d'approbation du conseil municipal, entre les mains du protonotaire de la Cour supérieure du district dans lequel l'association doit être établie.

Un certificat en double est délivré par le protonotaire à toute telle association, constatant que cette déclaration a été faite.

Certificat du
protonotaire
à cette fin.

Un des doubles est enregistré au bureau de la division d'enregistrement où se trouve l'association et l'autre double est transmis sans délai au secrétaire de la province.

Enregistre-
ment du cer-
tificat.

Le protonotaire a droit à un honoraire de cinquante centins pour le certificat qu'il donne, et le registra-
a un honoraire d'un dollar pour l'enregistrement qu'il

Honoraires du
protonotaire
et du régis-
trateur.

fait et le certificat qu'il fournit conformément à la présente loi. S. R. (1909), 7233; 7 Geo. V, c. 48, s. 1.

Corporation
constituée.

Nom.

Les membres
d'un club
peuvent en
changer le
nom.

Formalités
pour cet
objet.

Privilèges,
etc., sous
nouveau nom.

3. Après les formalités ci-dessus accomplies, les personnes qui demandent l'existence corporative et telles autres qui peuvent, par la suite, devenir membres de l'association, forment une corporation sous les nom et raison énoncés dans la déclaration. S. R. (1909), 7234.

4. Les membres de l'association, réunis en assemblée générale, peuvent en tout temps, par résolution, changer le nom de l'association, pourvu qu'une copie de cette résolution, accompagnée d'un certificat de son adoption régulière soit, dans les dix jours après sa passation, déposée au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district dans lequel l'association est établie, qu'une autre copie soit enregistrée au bureau de la division d'enregistrement où elle existe, et qu'une autre copie soit envoyée au secrétaire de la province, et qu'avis du changement de nom soit publié une fois dans la *Gazette officielle de Québec*, une fois dans un journal français et une fois dans un journal anglais publiés dans le district.

L'association, sous son nouveau nom, jouit et est revêtue de tous les privilèges et est sujette à tous les devoirs et obligations de l'association sous son ancien nom. S. R. (1909), 7235.

SECTION II

DES POUVOIRS GÉNÉRAUX DU CLUB

Acquisition
de biens.

Règlements
pour certai-
nes fins.

5. Dans un village ou une ville n'ayant pas trois mille habitants, toute association, ainsi constituée, a le pouvoir d'acquérir et de posséder, dans les limites de la municipalité qui en a autorisé la constitution ou dans les limites d'une municipalité voisine dans le même district judiciaire et la même division d'enregistrement, des biens mobiliers et immobiliers, nécessaires à l'usage de l'association, dont la valeur annuelle n'excède pas mille dollars, et dans les cités, villes et villages ayant trois mille habitants ou plus, des biens mobiliers ou immobiliers dont la valeur annuelle n'excède pas deux mille dollars. S. R. (1909), 7236.

6. L'association peut adopter, pour l'administration de ses affaires, les statuts, les règles ou règlements qu'elle juge à propos, relativement à l'admission et à l'expulsion de ses membres, aux contributions et amendes qu'il convient de leur imposer, et généralement à l'administration et à la régie de ses affaires. S. R. (1909), 7237.

SECTION III

DISPOSITIONS DIVERSES

7. Les membres ne sont pas personnellement responsables des dettes de l'association. S. R. (1909), 7238. Irresponsabilité des membres.

8. En tant qu'elles sont applicables, les dispositions de la Loi des compagnies de Québec (chap. 223) régissent les clubs ou associations mentionnés dans l'article 2. Dispositions qui régissent les associations.
S. R. (1909), 7239.

9. L'association, sur demande d'un membre de la police provinciale ou d'un membre de la police municipale autorisé par le chef de ce dernier corps, doit produire une liste certifiée des membres qui la composent et une copie certifiée des statuts, règles et règlements adoptés en vertu de l'article 6. Production de certains documents.

Toute personne qui a la garde de ces documents, ou le président ou gérant de l'association, qui refuse de se rendre à la demande ci-dessus, est passible d'une amende d'au moins cinquante dollars et d'au plus cent dollars et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois. Pénalité.
S. R. (1909), 7239a; 5 Geo. V, c. 69, s. 1.
